

OPÉRATION	
N° CONTRAT	
MONTANT DE L'OPÉRATION	
TYPE D'OPÉRATION	<input type="checkbox"/> Versement <input type="checkbox"/> Renonciation <input type="checkbox"/> Rachat partiel <input type="checkbox"/> Rachat total <input type="checkbox"/> Avance <input type="checkbox"/> Autre.....

ADHÉRENT	
Etat civil	<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Veuf(ve) <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Partenaire de PACS
Nom de famille (nom de naissance)	
Nom d'usage	
Prénoms	
Date de naissance (JJ/MM/AAAA)	
Département, ville et pays de naissance	
Adresse	
Nationalité(s)	
Résidence fiscale	<input type="checkbox"/> Française Autres (préciser) :

PROFIL FINANCIER		
Profession : (si retraité indiquer également la dernière profession exercée) :		
Secteur d'activité :		
Revenus nets annuels du foyer	Estimation du patrimoine du foyer :	Réparti comme suite :
<input type="checkbox"/> de 0 à 50 000 € <input type="checkbox"/> de 50 000 à 100 000 € <input type="checkbox"/> plus de 100 000 €	<input type="checkbox"/> moins de 500 000 € <input type="checkbox"/> de 500 000 à 1 000 000 € <input type="checkbox"/> plus de 1 000 000 €	<input type="checkbox"/> Placement d'épargne % <input type="checkbox"/> Immobilier % <input type="checkbox"/> Autre, préciser :

OPÉRATION RÉALISÉE PAR UNE PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSÉE (P.P.E) (cf. définition en annexe)	
Exercez-vous ou avez-vous exercé depuis moins d'un an des fonctions politiques, publiques, juridictionnelles ou administratives (ou un membre direct de votre famille ou toute autre personne à laquelle vous êtes étroitement associée) ? <input type="checkbox"/> Non	
<input type="checkbox"/> Oui, moi même, préciser :	
Fonction exercée :	Pays d'exercice :
<input type="checkbox"/> Oui, mon entourage, préciser :	
Fonction exercée :	Pays d'exercice :
Lien :	Nom / Prénom : Date de Naissance :

ORIGINE DES FONDS (A COMPLÉTER DANS LE CAS D'UN VERSEMENT)			
Les justificatifs d'origine des fonds indiqués en annexe doivent être joints à la fiche de renseignements. Dans le cas où les fonds transitent depuis un compte à l'étranger, des justificatifs complémentaires doivent être fournis.			
<input type="checkbox"/> 1. Revenus professionnels <input type="checkbox"/> 2. Succession / héritage <input type="checkbox"/> 3. Vente d'un bien <input type="checkbox"/> 4. Transfert d'épargne <input type="checkbox"/> 5. Gains au jeu	Montant	<input type="checkbox"/> 6. Cession d'entreprise <input type="checkbox"/> 7. Donation <input type="checkbox"/> 8. Revenus locatifs <input type="checkbox"/> 9. Cession de bons au porteur <input type="checkbox"/> 10. Autre, préciser :	Montant

OBJECTIF DE L'OPÉRATION (A COMPLÉTER DANS LE CAS D'UNE SORTIE DE FONDS)	
<input type="checkbox"/> Achat immobilier <input type="checkbox"/> Financement de travaux <input type="checkbox"/> Achat de véhicule	<input type="checkbox"/> Transfert d'épargne <input type="checkbox"/> Donation (lien avec le donataire) <input type="checkbox"/> Autre, préciser :

SIGNATURE	
<p>J'atteste l'exactitude des informations que je fournis et reconnais que celles-ci sont nécessaires au traitement de l'opération envisagée. Cette demande sera réalisée conformément aux conditions générales et note d'information du (des) contrat(s) en cours.</p> <p>J'accepte par avance de fournir tout renseignement ou pièce justificative sur la destination des fonds en cas de sortie de mon contrat d'assurance vie ou de capitalisation dans le cadre des obligations auxquelles est soumis tout assureur en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. La collecte de ces données est rendue obligatoire par les dispositions du Code monétaire et financier sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, elles sont également susceptibles d'être utilisées à des fins de gestion contractuelle et des différentes obligations pesant sur CNP Assurances qui agit en qualité de responsable de traitement. Ces données sont également susceptibles d'être communiquées à l'intermédiaire en assurance de CNP Assurances et à ses prestataires. La loi du 6 janvier 1978 modifiée vous donne un droit d'accès, de modification, de suppression et d'opposition à toute information nominative vous concernant qui figurerait sur tout fichier destiné aux intermédiaires d'assurance ou à leurs partenaires. Conformément à l'article L. 561-45 du Code monétaire et financier, ces droits peuvent être exercés auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés, 3 place de Fontenoy 75007 Paris, https://www.cnil.fr/fr/vous-souhaitez-contacter-la-cnil, 01 53 73 22 22.</p>	
Fait à	Signature(s)*

ANNEXE 1 : PERSONNE POLITIQUEMENT EXPOSÉE

Est considérée comme Personne Politiquement Exposée toute personne qui exerce ou a cessé d'exercer depuis moins d'un an les principales fonctions suivantes : chef d'Etat ou de gouvernement, membre de gouvernement ou de la Commission européenne, parlementaire, membre de l'organe dirigeant d'un parti politique, ou d'une cour des comptes, membre de la direction d'une banque centrale, ambassadeur ou consul, officier supérieur assurant le commandement d'une armée, membre de la direction d'une entreprise publique ou d'une institution internationale publique, dirigeant d'une institution internationale. Sont assimilés aux PPE les membres directs de leur famille ainsi que toutes autres personnes connues pour leur être étroitement associées.

ANNEXE 2 : JUSTIFICATIFS À JOINDRE À L'OPÉRATION (DANS LE CAS D'UNE OPÉRATION DE VERSEMENT)

1. Revenus professionnels

- Bulletin de salaire ou avis d'imposition
- ou Solde de tout compte
- ou Justificatif de vente d'actions issues de stock-options
- ou Fiche de paie sur laquelle apparaît le versement de la prime, du bonus, de l'intéressement, de la participation

2. Succession / héritage

(Informations obligatoires : date du décès, nom de la personne décédée, lieu du décès, nom du bénéficiaire, montant de l'héritage correspondant au montant à justifier)

- Acte notarié
- ou Attestation du notaire après décès

3. Ventes de biens immobiliers ou mobiliers

(Informations obligatoires : date, objet et prix de la vente)

- Attestation notariée
- ou Acte de vente signé par les intervenants

4. Transfert d'épargne

- Relevé de portefeuille
- ou Relevé de situation de contrat, relevé de compte bancaire, relevé de compte d'épargne, relevé de compte à terme...
- ou Ordre de mouvements de valeurs mobilières
- ou Avenant de rachat du contrat (informations obligatoires : date du placement, durée de détention, n° du compte ou du contrat, nom de l'établissement conservateur, montant correspondant au montant à justifier)

5. Gains au jeu

- Copie du chèque de La Française des Jeux ou du PMU ou du Casino
- ou Justificatif de l'organisme de paiement

6. Cession d'entreprise

- Acte de vente signé par les intervenants
- ou Copie des annonces légales pour les cessions de fonds de commerce
- ou Attestation notariée / attestation d'avocat conseil (Informations obligatoires : nature, date et prix de la vente + date d'acquisition + nom et n° SIRET de la société vendue + identité de l'acquéreur)

7. Donation

- Acte de donation
- ou Déclaration 2735 de don manuel (visé par la DGFIP)
- ou Imprimé CERFA 1 1278'04 (visé par la DGFIP)

8. Revenus locatifs

- Avis d'imposition mentionnant les revenus locatifs
- ou Toute pièce probante (émanant d'une administration ou d'un établissement financier) permettant de justifier les revenus

9. Cession de bons au porteur

- Questionnaire sur l'origine des bons
- et Selon fiscalité au rachat, justificatif de mutation à titre gratuit

10. Autres cas

- Toute pièce probante (émanant d'une administration ou d'un établissement financier) permettant de justifier l'origine des fonds

Procédure d'acceptation de fonds en provenance de l'étranger :

- Formulation de déclaration d'un compte « ouvert hors de France » (formulaire FATCA 3916)
- et Origine des fonds présent sur ce compte (explication et justificatifs probants)
- et Si traitement par le STDR, le contrat de transaction avec l'administration fiscale ou si le dossier n'est pas clos document « dossier de mise en conformité d'avoir détenus à l'étranger » (CERFA 15222) accompagnés des justificatifs fournis et des courriers d'accompagnement

Cette liste de pièce n'est pas exhaustive et l'assureur s'autorise à demander toute pièce complémentaire jugée utile à la vérification de l'origine des fonds.